

Chapitre 15

« L'AUTORITÉ SUFFISANTE » DE STALINE

Pendant qu'à Changsha et dans une centaine d'autres villes du Hunan, des ouvriers et des paysans étaient exécutés par les soldats du Kuomintang, les délégués du monde entier se rassemblaient à Moscou pour la huitième session plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Le coup de Hsü K'e-hsiang eut lieu trois jours après l'ouverture de la session, mais seuls quelques rares congressistes surent que les jours suivants et jusqu'à la clôture du plénum, le 30 mai, la terreur au Hunan connaissait ses journées les plus sanglantes. D'ailleurs, le plénum se tint lui aussi dans une atmosphère de terreur.

Théoriquement, le Comité exécutif était après le congrès mondial l'organe politique le plus important du Comintern. En fait, la ligne politique était déterminée par la délégation russe et la délégation russe était contrôlée par Staline. La lutte de Staline contre Trotsky et l'opposition entraînait dans sa phase finale. Pour Staline, l'issue en était le pouvoir et l'objectif, maintenant proche, la liquidation physique de l'opposition ainsi que la fin de cette ennuyeuse nécessité d'avoir à répondre de sa politique. Mais à ce moment-là, il lui fallait encore se justifier et se défendre contre l'opposition à sa direction en Russie et à l'étranger. L'ordre du jour était rempli de problèmes critiques, dont le plus urgent et le plus critique était le sort de la révolution chinoise *.

* L'opposition ne constituait pas un tout homogène. Il y avait l'opposition de gauche initiale, que dirigeait Trotsky, et ce que l'on appelle l'opposition de Leningrad, que dirigeaient Zinoviev et Kamenev. Celle-ci avait rejoint Staline en 1923 pour former un triumvirat dirigé contre Trotsky, et n'était passée dans l'opposition qu'en 1926. Il y avait des divergences entre ces deux groupes et entre Trotsky et Karl Radek, en particulier sur les pro-

Le plénum se réunit à un moment où l'échec de Staline était trop évident pour être dissimulé. Sa politique intérieure avait déjà commencé à saper les fondations du régime¹ et il était devenu encore plus évident, en particulier pour les délégués étrangers, que la politique stalinienne en Angleterre et en Chine tournait court. Les deux piliers de sa lutte contre l'impérialisme britannique, le bloc avec les syndicalistes britanniques, Purcell, Hicks et Citrine² et le bloc avec Chiang Kai-shek, s'étaient effondrés. La rupture diplomatique avec l'Angleterre survint pendant le plénum. Cette même semaine, le comité d'unité syndicale anglo-russe que Staline tenait comme son arme principale contre les manœuvres antisoviétiques de Downing Street se dissipait en fumée. Pendant cette session également, les nouvelles professions de foi sur Wang Ching-wei, T'ang Sheng-chih et compagnie à Wuhan étaient lavées par le sang des paysans du Hunan.

Dans ces conditions, Staline n'inclinait guère à fournir à l'opposition l'occasion de tenir un forum pour le critiquer. Jusqu'ici, les plénums du Comité exécutif s'étaient tenus dans la salle Andreiev, l'ancienne salle du trône des tsars dans le Kremlin. Des centaines de communistes russes et étrangers la remplissaient pour écouter les rapports et les discours des orateurs qui étaient reproduits mot pour mot et au jour le jour dans la presse russe, anglaise, française

blèmes de la révolution chinoise. Pour parvenir à une plate-forme commune, le groupe de Trotsky, malgré les protestations de celui-ci, fit plusieurs concessions à Zinoviev sur la Chine pour sauvegarder leur accord sur d'autres points importants. Ces divergences ne concernaient pas seulement des questions comme « les partis ouvriers et paysans » et la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », mais concernaient également pour Zinoviev des évaluations différentes du gouvernement de Wuhan et du Kuomintang. Trotsky continua au cours des débats à défendre ses propres vues, qui depuis 1923 étaient conséquentes. La majorité Staline-Boukharine n'eut aucun mal à écraser sur ce point l'opposition à cause de ses contradictions internes. Ces divergences au sein de l'opposition étaient importantes et réelles, mais elle exigeait unanimement le retrait du parti communiste chinois du Kuomintang, et cela fut reconnu par la majorité comme la principale revendication de l'opposition. Sur la question clé des soviets, l'opposition était aussi unanime. Les références dans ce texte à l'opposition russe concernent en premier lieu l'opposition de gauche dirigée par Trotsky. Zinoviev, Kamenev et Radek capitulèrent l'année suivante, mais cela ne sauva pas les deux premiers du peloton d'exécution, ni le dernier de la prison lors des Procès de Moscou, huit ans plus tard. Les différences à l'intérieur de l'opposition sur la Chine constitueraient un chapitre d'une étude générale sur l'opposition à Staline; une histoire qu'il reste à écrire. En ce qui concerne la Chine, ces divergences sont brièvement évoquées dans une lettre de Trotsky à Max Shachtman datée de 1930 et que celui-ci a publiée dans son introduction au livre de Trotsky : *Problems of the Chinese Revolution*, pages 18-20. En ce qui concerne le point de vue de Zinoviev, on se reportera à ses « Thèses sur la révolution chinoise », publiées en appendice dans ce volume.

et allemande du Comintern. C'est cette procédure qu'on avait suivie l'année précédente pour les deux sessions qui s'étaient tenues. Les rapports présentés au sixième plénum, en février-mars 1926, remplissent neuf numéros de *La Correspondance internationale*, soit plus de deux cents pages d'une typographie serrée. Les rapports du septième plénum en novembre étaient encore plus imposants, et remplirent seize numéros de cette même publication.

Cette façon de procéder cessa brusquement. Le huitième plénum se réunit dans des conditions de semi-conspiration. Un bref communiqué de huit lignes annonça avec quelque retard qu'il avait été convoqué³. Le communiste français Albert Treint, qui était alors membre du Présidium du Comité exécutif et également membre de la Petite-Commission sur la Chine (et un opposant confirmé au « trotskysme ») décrivit la session dans ces termes :

Le dernier plénum de l'Exécutif se tint dans la petite salle qui servait habituellement aux réunions du présidium, et cela sous le prétexte qu'à Moscou, capitale de la révolution mondiale et de l'État ouvrier, il n'y avait pas d'autre salle disponible pour le Comité exécutif du Comintern. En réalité il s'agissait d'empêcher les camarades russes habituellement invités à ces rencontres internationales d'assister aux discussions et d'y apprendre des choses qu'on leur tenait cachées. Des documents politiques, sans aucun caractère secret, ne furent remis aux délégués que la veille de la séance d'ouverture. Les séances du plénum et des commissions se succédèrent rapidement, ne laissant pas le temps aux délégués de lire vraiment ces documents.

Il fut interdit aux délégués de recopier les sténogrammes de leurs propres discours ou de les communiquer à qui que ce soit. Il fallait rendre tous les documents dès la fin de la session, sous peine de ne pas recevoir son visa de sortie. On essaya d'interdire aux membres de l'Exécutif de faire des déclarations au moment des votes, mais à la fin, après plusieurs protestations, cette décision ne fut appliquée qu'aux seuls membres de l'opposition. Pour la première fois dans l'histoire de l'Internationale, il n'y eut aucun compte rendu ni dans la presse soviétique ni dans celle du Comintern. Ne furent publiées que les résolutions adoptées, ainsi que quelques mises au point, mais tout cela sans aucune signification une fois coupées du contexte dont elles étaient sorties⁴.

En dehors des résolutions, d'un bref éditorial de la *Pravda* le 31 mai, et d'un communiqué du secrétariat du Comité exécutif, la presse publia un mois plus tard le discours de Staline et un rapport fait par Boukharine devant la réunion du parti à Moscou au sujet du plénum.

Ce ne fut qu'un an après, lorsque des opposants à l'étranger commencèrent à publier les interventions de Trotsky que le Comintern publia une mince brochure en allemand contenant quelques-unes des interventions sur la question chinoise⁵. Le sténogramme intégral ne fut jamais publié.

Ce fut en cette occasion que les divergences au sujet de la Chine furent mises en relief avec le plus d'acuité, surtout si l'on considère ce qui se passait en ce même moment sur le territoire du gouvernement de Wuhan.

Dans son discours du 24 mai, trois jours après le coup de Changsha, Staline réitéra son opposition à la création de soviets, en arguant que le gouvernement de Hankow et le Kuomintang représentaient la révolution agraire en Chine.

La révolution agraire (dit-il) constitue la base et le contenu de la révolution démocratique bourgeoise en Chine. Le gouvernement de Hankow et le Kuomintang à Hankow sont le centre du mouvement révolutionnaire démocratique bourgeois.

... L'opposition comprend-elle que la création de soviets élus d'ouvriers et de paysans équivaldrait maintenant à mettre sur pied un pouvoir bicéphale tirillé entre les soviets et le gouvernement de Hankow?... Ce serait une tout autre affaire s'il n'y avait pas d'organisation démocratique populaire comme le Kuomintang de gauche. Mais puisqu'il existe une telle organisation spécifiquement révolutionnaire, adaptée aux particularités chinoises, démontrant sa valeur pour le développement ultérieur de la révolution démocratique bourgeoise en Chine, il serait imbécile et ridicule de détruire cette organisation qui a mis plusieurs années à s'édifier, à un moment où la révolution démocratique bourgeoise venait de commencer, n'avait encore rien conquis et devait attendre quelque temps pour être victorieuse.

... Puisque la Chine fait l'expérience d'une révolution agraire... puisque Hankow est le centre du mouvement révolutionnaire en Chine, il est nécessaire de soutenir le Kuomintang de Wuhan. Il est nécessaire que les communistes constituent une partie du Kuomintang et de son gouvernement révolutionnaire, à la condition que l'hégémonie du prolétariat et de son parti soit garantie à l'extérieur et à l'intérieur du Kuomintang. Le gouvernement de Hankow est-il l'organe de la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie? Non. Ce n'est pas le cas et ce ne sera pas le cas prochainement, mais il a toutes les chances de le devenir dans le cours ultérieur de la révolution⁶...

Staline désirait « l'hégémonie du prolétariat » au sein du Kuomintang et du gouvernement de Hankow, et il comptait sur la révolution agraire pour l'imposer. Trotsky

répondait que les dirigeants de Wuhan en viendraient à rompre à propos de la révolution agraire et que « l'hégémonie du prolétariat » n'était réalisable qu'à condition de mobiliser les masses dans des soviets véritablement capables de diriger les paysans dans la lutte pour la terre. « Le groupe des dirigeants de Hankow n'est pas encore un gouvernement révolutionnaire », prévenait-il. Créer et entretenir des illusions à ce sujet signifiait la mort de la révolution. « Seuls les soviets peuvent servir de base au gouvernement révolutionnaire ⁷. »

Staline, disait Trotsky, s'est une fois de plus opposé aux ouvriers et paysans avec cet argument que le Kuomintang et le gouvernement de Wuhan sont des instruments suffisants pour la révolution agraire. Par là, Staline prend la responsabilité, et veut que l'Internationale assume la responsabilité de la politique du Kuomintang et du gouvernement de Wuhan, de la même façon que jusqu'ici il avait pris celle de l'ancien « gouvernement national » de Chiang Kai-shek... Nous n'avons rien de commun avec cette politique. Nous ne désirons pas assumer l'ombre d'une responsabilité en ce qui concerne le gouvernement de Wuhan et la politique du Kuomintang, et nous pressons le Comintern de la rejeter. Nous nous adressons directement aux paysans chinois : les dirigeants du Kuomintang de gauche du type de Wang Ching-wei et compagnie vous trahiront inévitablement, si vous suivez les chefs de Wuhan au lieu de mettre sur pied vos propres soviets indépendants... Des politiciens du genre de Wang Ching-wei, dès que les difficultés apparaîtront, s'uniront dix fois avec Chiang Kai-shek contre les ouvriers et les paysans. Dans de telles conditions, deux communistes siégeant dans un gouvernement bourgeois sont des otages impuissants, pour ne pas dire un masque pour la préparation d'un nouveau coup contre les masses ouvrières ⁸.

Ce nouveau coup, comme nous l'avons vu, avait déjà eu lieu au Hunan, où les ouvriers et les paysans désorganisés étaient abattus par fournées entières. Si la violence était nécessaire (il pensait qu'elle était inévitable et en prenait la responsabilité), Trotsky désirait la voir changer de sens. Il appelait les ouvriers et les paysans chinois à s'organiser en conseils puissants aptes à relever les soldats de leur obéissance envers les officiers. « Que vos balles soient pour vos propres généraux s'ils ne reconnaissent pas les soviets », déclara-t-il dans le même discours. « Abattez les bureaucrates et les libéraux bourgeois qui vont organiser des assauts contre les soviets. Ce n'est qu'en formant des soviets de paysans et de soldats que vous ferez passer la majorité des soldats de Chiang Kai-shek de votre côté. »

Cependant, la résolution finale reprend les directives de Staline. En voici le passage essentiel :

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste juge erroné le point de vue de ceux qui sous-estiment le gouvernement de Hankow ou nient son existence et son important rôle révolutionnaire...

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste attire particulièrement l'attention du parti chinois sur le fait que maintenant, plus que jamais, le contact est nécessaire entre le gouvernement révolutionnaire et les masses. Ce n'est que par ce contact créé en premier lieu avec l'aide du Kuomintang, ce n'est que par une orientation résolue en faveur des masses, qu'il sera possible de renforcer l'autorité du gouvernement révolutionnaire et son rôle comme centre réorganisationnel de la révolution. La tâche du parti communiste est d'assurer une telle orientation de la part du gouvernement Hankow.

Sans la réalisation de cette tâche, sans extension du mouvement des masses, sans amélioration décisive de la situation de la classe ouvrière, sans transformation du Kuomintang en une vaste et réelle organisation des masses laborieuses, sans un renforcement des syndicats et sans croissance du parti communiste, sans les relations les plus étroites entre le gouvernement de Hankow et les masses, il est impossible de conduire la révolution à une victoire finale.

Dans les conditions présentes, et, à cause de la guerre, le parti communiste s'est engagé aux côtés de Hankow. Il est responsable de la politique du gouvernement de Wuhan où il siège; et cela pour faciliter les tâches de ce gouvernement par tous les moyens. C'est pourquoi le parti communiste ne peut avoir aucune « objection de principe » à une tactique prudente. Responsable de la politique du gouvernement, le parti communiste commettrait une folie absolue si, en quelque circonstance que ce soit, il rejetait cette tactique de compromis qui est suivie pour combattre sur tous les fronts en même temps. C'est pourquoi le Comité exécutif de l'Internationale communiste considère que cette question doit être réglée de façon concrète, et respecte les conditions concrètes, qui ne sauraient être prédites à l'avance... L'adoption d'une politique louvoyante doit être réfléchie par la politique économique du gouvernement »...

Cette résolution ordonnait aux communistes chinois « d'approfondir » la révolution agraire, d'armer et de mobiliser les paysans. Mais ils ne devaient pas le faire eux-mêmes, ni laisser les masses le faire elles-mêmes. Cela devait être fait par « le centre organisationnel de la révolution », le gouvernement de Hankow sans lequel, une fois encore, il était « impossible » de conduire la révolution à la victoire. Dans cette affaire où il fallait marcher avec les masses, la tâche des communistes consistait à « assurer une telle orientation de la part du gouvernement de Hankow ».

Mais la question était : « Au cas où le gouvernement de Hankow ne voudrait pas être orienté, que se passerait-il s'il prouvait qu'il ne veut pas suivre la révolution agraire mais s'y opposer ouvertement? » Cette question ne fut pas évoquée et ne reçut pas de réponse dans la résolution finale adoptée par le plénum. Cependant, selon le témoignage d'Albert Treint, elle fut clairement posée au cours des réunions de la petite-commission sur la Chine. En public, Staline et Boukharine parlaient du « rôle révolutionnaire important » du gouvernement de Hankow, mais ils reconnaissaient en privé qu'il n'accompagnerait pas les paysans très loin. D'un autre côté, la coopération entre les politiciens de Hankow et les généraux était indispensable, croyaient-ils; par conséquent, il était nécessaire de confiner la révolution agraire dans des limites de nature à ne pas effrayer ces alliés.

Tel était le point de vue que Boukharine exprima devant la petite-commission qui se composait de lui-même, de l'Italien Ercoli *, et du Français Treint. Treint, qui, ni à l'époque, ni après, n'appartint à l'opposition trotskyste, s'éleva contre ce point de vue, déclarant que cela conduirait à une répression armée antipaysanne. Appelé par Boukharine à la réunion, Staline dit qu'échouer à freiner les paysans « tournerait la bourgeoisie de gauche contre nous », et il produisit des télégrammes de Borodine, rapporte Treint, qui montraient que « la direction du Kuomintang était résolu à combattre la révolution agraire, même si cela signifiait une rupture avec le Comintern. Pour parer ce danger, disait Staline, il fallait « manœuvrer ».

« Combattre maintenant signifierait la défaite », ajoutait Staline. « Manœuvrer c'est gagner, avec le temps, la possibilité de devenir plus fort, et de combattre plus tard dans des conditions qui permettront la victoire. Il est possible de manœuvrer sans pour cela se compromettre. La révolution agraire n'effraie le Kuomintang que dans la mesure où elle menace directement ses propres membres et les officiers. Je propose d'envoyer des instructions à Borodine, lui enjoignant de s'opposer à la confiscation et à la distribution des terres appartenant aux membres du Kuomintang ou aux officiers de l'armée nationaliste. »

Lorsque Treint demanda là-dessus à savoir si les communistes soutiendraient la répression armée antipaysanne, Boukharine, dit-il, répondit affirmativement. A ce moment

* Mieux connu sous le nom de Togliatti.

Staline prit la parole : « Boukharine tire des conclusions extrêmement logiques, mais les choses n'arriveront pas de cette façon. Nous avons une autorité suffisante sur les masses chinoises pour leur faire accepter nos décisions *. »

Mais, avant même d'être close, la discussion était déjà académique. Bien avant que ne parviennent à Hankow, le 1^{er} juin, les décisions du huitième plénum et le télégramme de Staline à Borodine, les généraux du Kuomintang avaient déjà exercé leur propre autorité suffisante sur les paysans et les documents en provenance de Moscou ne furent pas d'un grand secours pour les communistes chinois. Ils étaient censés obtenir que les dirigeants du Kuomintang de gauche parrainent la révolution agraire, mais ils ne pouvaient rompre avec ces dirigeants si ceux-ci refusaient les conseils des communistes, et ils ne pouvaient appeler les paysans à organiser leur propre pouvoir, car cela aurait signifié lutter contre le Kuomintang. Officiellement, le Comintern réclamait une promotion de la révolution agraire, et en privé, le télégramme de Staline réclamait qu'on la freine pour sauvegarder l'alliance avec le Kuomintang. Ces directives s'annulaient l'une l'autre et jetaient les communistes chinois dans une confusion sans espoir. Ils ne pouvaient faire rien d'autre sinon tomber dans ce que la résolution du Comité exécutif appelait une « prudente tactique ». D'après Ch'en Tu-hsiu qui le reçut, le télégramme de Staline du 1^{er} juin comportait les points suivants ¹⁰ :

I. — « CONFISQUEZ LA TERRE... MAIS NE TOUCHEZ PAS A CELLE DES OFFICIERS. »

Cela reprenait pour l'essentiel la formule qu'avaient adoptée à la fois la commission sur la terre du Kuomintang

* Treint ajouta qu'il insista pour obtenir des instructions pour une opposition particulière à toute tentative du gouvernement de Hankow de recourir à la force contre les paysans. « Nous sommes d'accord pour le principe, » répliqua Staline, selon Treint, « mais il est inutile d'envoyer des instructions concernant des problèmes qui ne se poseront pas. Je répète que nous avons une autorité suffisante sur les masses chinoises pour n'avoir pas besoin de recourir à la force. » Le compte rendu par Treint de cette discussion fut inclus, pour l'essentiel, dans une mise au point qu'il publia le 22 juillet 1927 (voir « La déclaration du camarade Treint » page 64). Il la développa, d'après ses notes, à la demande de l'auteur à Paris, en août 1935. Son mémoire fut par la suite publié sous le titre « Compte rendu analytique de la petite-commission chinoise, mai 1927 », et fut réédité en anglais par le *New Militant*, New York, 8 février 1936. Treint ne se livra à aucun battage autour de ses positions lors du 8^e plénum, mais il fut cependant exclu, avant la fin de l'année 1927, du parti communiste français.

et le cinquième Congrès du parti communiste. Wang Ching-wei s'était farouchement opposé à toute autre forme de confiscation, précisément parce que, d'après son biographe, il se rendait compte que « la majorité des officiers subalternes des seconde, sixième et huitième armées étaient originaires de famille de hobereaux du Hunan et du Hupeh¹¹ ». Comme Ch'en Tu-hsiu le précisa plus tard : « Il n'y avait pas un bourgeois, un grand propriétaire, un seigneur de guerre et un hobereau du Hunan et du Hupeh qui n'eût un parent, un vieil ami ou un proche parmi les officiers de cette époque. Tous les propriétaires étaient directement ou indirectement protégés par les officiers¹². » Trotsky déclara six semaines plus tard, lorsque fut connu le texte du télégramme de Staline, que ces instructions avaient converti les armées « en sociétés de prévoyance mutuelle pour les landlords, grands ou petits¹³ ».

II. — « FREINEZ LES ACTIONS INTEMPESTIVES DES PAYSANS PAR LE POUVOIR DU QUARTIER GÉNÉRAL DU PARTI. »

« Nous appliquâmes bien cette politique honteuse », reconnut plus tard Ch'en Tu-hsiu. Mais le zèle intempestif des paysans avait déjà été effectivement « freiné », non par le parti communiste, mais par les militaristes du Kuomintang.

III. — « ANÉANTISSEZ LES GÉNÉRAUX AUXQUELS ON NE PEUT SE FIER, ARMEZ VINGT MILLE COMMUNISTES ET CHOISISSEZ CINQUANTE MILLE OUVRIERS ET PAYSANS AU HUNAN ET AU HUPEH POUR METTRE SUR PIED UNE NOUVELLE ARMÉE. »

A Hankow les communistes écarquillèrent les yeux devant ce passage. Ils étaient censés ne pas entrer en conflits avec les généraux ou le Kuomintang, cependant ils étaient censés se débarrasser des généraux et créer une nouvelle armée. « Je suppose », continuait Ch'en Tu-hsiu dans le même document, « que nous avons dû encore solliciter d'une façon pitoyable auprès du Comité central du Kuomintang de les démettre de leurs fonctions. »

IV. — « FAITES ENTRER DANS LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DU KUOMINTANG DE NOUVEAUX ÉLÉMENTS OUVRIERS ET PAYSANS POUR REMPLACER LES ANCIENS MEMBRES. »

Parlant de cela, une année plus tard, Ch'ü Ch'iu-pai n'osa pas citer directement le télégramme de Staline, mais se hasarda à citer un passage similaire du numéro 71 de la revue *Communist International* qui écrivait : « D'un côté nous devons renforcer l'armée nationale révolutionnaire et le Kuomintang... d'un autre côté... nous devons chercher comment, sans nuire au front uni, nous changeons les regroupements de classe à l'intérieur du Kuomintang, au sein du gouvernement national et dans l'armée. » Cela, commentait Ch'ü avec précaution, « était extrêmement difficile, parce que modifier les regroupements de classes dans l'armée signifiait que le parti communiste devait s'emparer de l'armée... [Cela signifiait] qu'une certaine politique sociale devait être appliquée hardiment pour résoudre le problème des moyens d'existence des soldats, des paysans et des masses ¹⁴. »

V. — « ORGANISEZ UN TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE PRÉSIDÉ PAR UN MEMBRE CÉLÈBRE DU KUOMINTANG POUR JUGER LES OFFICIERS RÉACTIONNAIRES. »

C'étaient, on peut le supposer, les moyens suggérés pour « anéantir » les généraux réactionnaires. Sur cette base, les communistes approuvèrent la nomination du général T'ang sheng-chih pour juger les faits de son subordonné, Hsü K'e-hsiang. Cela signifiait par conséquent qu'on essaye d'obtenir que Wang Ching-wei juge T'ang Sheng-chih, une proposition que ne manqua pas de faire quelques jours plus tard M. N. Roy.

En général, les membres du Comité central du parti communiste chinois, déjà troublés et accablés par l'accumulation des conséquences de leur ancienne politique, furent confondus et rendus perplexes par ces instructions. Ch'en Tu-hsiu, d'une façon quelque peu inélégante, exprima leurs sentiments lorsqu'il dit que c'était « prendre un bain dans une pissotière ». Même Borodine, l'adjoint de Staline, rapporte Ch'en Tu-hsiu, « n'entrevoit aucune possibilité de les appliquer ». Après réflexion, le Comité central

décida finalement de câbler ses remerciements à Moscou en s'excusant de ce que les objectifs désignés « ne puissent être immédiatement réalisés¹⁵ ». Roy cependant pensait avoir trouvé la solution. Il montra promptement le télégramme de Staline à Wang Ching-wei et lui demanda de l'endosser : « Je suis tout à fait sûr, dit-il à Wang, que vous l'approuverez¹⁶ », mais Wang n'approuva pas du tout. Wang ne désirait pas anéantir les généraux en qui on ne pouvait avoir confiance; il voulait s'allier avec eux. Roy découvrait, à sa grande stupéfaction, que le Kuomintang de gauche n'avait vraiment pas suivi les conseils communistes. Cela aurait pu être le contraire. Ce fut la seule paille dans le programme tout entier de Staline : il réclama l'approbation de Wang Ching-wei, et il ne l'obtint pas.

Le 28 mai, à Moscou, Trotsky, tout à fait ignorant de cette évolution, avait écrit une lettre au plénum : « Il est inconcevable que la révolution tout entière dépende du refus ou de l'acceptation de nos propositions bien intentionnées par la direction bourgeoise et pusillanime du Kuomintang. La révolution agraire ne peut s'accomplir avec le consentement de Wang Ching-wei, mais malgré Wang Ching-wei et en le combattant... Mais pour cela, il faut un parti communiste véritablement indépendant qui n'implore pas les chefs et conduise les masses avec résolution. Il n'y a pas d'autre route, et il ne peut pas y en avoir d'autre¹⁷. » Mais personne n'écoutait Trotsky lors du plénum. Une résolution spéciale fut votée, le blâmant d'avoir demandé la création de soviets en Chine. Un bref communiqué annonça « que le plénum approuvait la transformation du gouvernement de Wuhan et du Kuomintang en une dictature démocratique des ouvriers et des paysans » et la *Pravda* proclama solennellement que « les décisions de l'Internationale communiste sur la question chinoise ont donné la seule réponse correcte aux plus importantes questions de la révolution chinoise¹⁸ ».

À Hankow, le 1^{er} juin, le jour où arriva le télégramme de Staline, un groupe d'organisations dirigées par des communistes, l'Union générale du Travail du Hupé et l'Association paysanne provinciale en tête, publièrent un appel commun à la patience en attendant que le gouvernement ait « réglé » le soulèvement militariste de Changsha : « Malheureusement, disait cet appel, il y a un malentendu parmi les ouvriers, les paysans et les soldats de la province du Hunan. Mais cela ne fera pas obstacle à notre tâche révolutionnaire sacrée. Le gouvernement a envoyé une

commission spéciale de conciliation et on peut s'attendre à un règlement satisfaisant dans les prochains jours... Nous avons décidé unanimement d'appliquer la ligne politique et les ordres adoptés et promulgués par le gouvernement. Nous ferons de notre mieux pour renforcer le front uni des ouvriers, des paysans et des marchands, pour soutenir la politique paysanne du parti. Nous comprenons totalement que la seule voie pour sauver la situation présente, qui est difficile, c'est une coopération effective entre le gouvernement et les masses... En ce qui concerne les incidents du Hunan, nous espérons que le gouvernement réglera cette affaire... et qu'il prendra les mesures nécessaires pour empêcher le retour de semblables incidents¹⁹. »

Wang Ching-wei, cependant, déclara que les responsables des événements de Changsha étaient en vérité les paysans qui avaient osé s'emparer des terres. « Il s'opposa aux propositions de Borodine, des communistes qui demandaient au Comité exécutif central du Kuomintang de réprimer la révolte de l'armée et de punir les officiers coupables, tout comme s'il pensait qu'ils avaient réagi à une grave provocation. Au lieu de cela, T'ang Sheng-chih fut envoyé sur place pour enquêter et ramener l'ordre²⁰. » Les communistes s'inclinèrent. Ils proclamèrent que leur politique consistait à « attendre patiemment un règlement ». En fait, ils n'avaient guère le choix. Ils n'avaient aucun lien avec la base et les sous-officiers de l'armée nationaliste, aucun canal à travers lequel lancer un appel aux soldats, qui après tout n'étaient pour la plupart que des paysans sans terre, sur la base de la solidarité révolutionnaire *. Ayant essayé en vain de « rendre pacifiques » les

* *Die Kommunistische Internationale*, Berlin, 25 février 1927 : « Le parti communiste chinois et les ouvriers chinois conscients ne doivent en aucun cas poursuivre une tactique qui désorganiserait les armées révolutionnaires. C'est précisément parce que l'influence de la bourgeoisie y est relativement forte. »

Trotsky, *Thèses*, 7 mai 1927 : « La direction politique, au lieu de rassembler les masses de l'armée au moyen de soviets de soldats, s'est contentée de recopier d'une façon superficielle notre système de départements politiques et de commissaires. Sans un parti indépendant et sans soviets de soldats, cela ne peut servir que de camouflage au militarisme bourgeois. » *Problems of the Chinese Revolution*. (New York, 1932) p. 49.

Ch'ü Chiu-pai, un an après les événements : « Nous avons négligé les soldats... nous n'avons fait attention qu'aux relations avec les généraux ou au travail décoratif des départements politiques. Ces départements politiques enjolivaient l'horrible visage contre-révolutionnaire des officiers supérieurs. Si les masses étaient dégoûtées des militaires, cela s'exprimait souvent par du dégoût pour les soldats. La masse des soldats fut donc facile-

paysans, les communistes espéraient « rendre pacifique » T'ang Sheng-chih en disant, pour se rassurer et convaincre les autres, qu'il était un loyal tenant du triple démisme et qu'il veillerait à ce que justice soit rendue. Lorsque T'ang arriva du front du Honan, le 14 juin, les communistes imprimèrent un tract pour bien faire remarquer que « le coup du Hunan avait été une mutinerie contre T'ang Sheng-chih parce que T'ang... avait montré sa bonne volonté à l'égard des paysans opprimés²¹ ». Pour susciter une expédition punitive contre Hsü K'e-hsiang, il y eut plusieurs réunions de masse et plusieurs manifestes furent publiés par diverses organisations que dirigeaient les communistes. Un groupe de réfugiés du Hunan en appela même au quartier général du Kuomintang. « Bien que les délégués du Hunan aient séjourné à Wuhan plus de vingt jours », disait leur pétition, « la terreur règne encore dans bien des districts. Le Comité central exécutif du Kuomintang doit envoyer une expédition punitive contre Hsü K'e-hsiang. » D'autre part, un groupe important d'organisations de Hunan demanda au général T'ang de réclamer des mesures contre les militaristes du Hunan. « Les travailleurs et les paysans ne seront jamais réprimés, leur promet-il, bien que quelques actions prématurées des mouvements ouvriers et paysans dussent être corrigées... Vive les masses révolutionnaires du Hunan²²! » L'ultime tentative du parti communiste pour appliquer les instructions venues de Moscou prit la forme d'une lettre envoyée le 16 juin au Comité exécutif central du Kuomintang :

Le moment d'appliquer la politique agraire est venu. Telle est la tâche historique du Kuomintang. L'avenir de la révolution dépend de l'attitude du Kuomintang, selon qu'il décidera ou ne décidera pas de franchir des étapes décisives dans ce domaine... Le Comité central du parti communiste chinois propose les mesures suivantes pour supprimer la contre-révolution : le gouvernement nationaliste doit promulguer un décret déclarant que le Comité des mutins de Changsha est contre-révolutionnaire, et appeler tous les soldats à le renverser. Le Comité doit être dissous, et le gouvernement légal de la province rétabli dans ses fonctions. Le gouvernement nationaliste doit ordonner que toutes les armes soient rendues aux milices ouvrières et paysannes. La paysannerie doit être armée pour créer des conditions qui rendent impossible le retour de tels coups

ment abusée par les militaristes, et persuadée que les ouvriers, les paysans, les communistes étaient contre les armées, et qu'ils ne cherchaient qu'à saboter l'approvisionnement et causer des troubles à l'arrière. *La Révolution chinoise et le parti communiste* (Shanghai [?], 1928) chap. 2.

réactionnaires. Le Kuomintang doit maintenant se rapprocher des masses populaires et les diriger toutes ensemble à l'assaut de la contre-révolution. La révolution est en danger, si le Kuomintang et le gouvernement nationaliste ne le font pas ²³.

Il n'en sortit rien. Il n'y eut aucune expédition punitive, ni même aucune allusion à une expédition punitive. T'ang Sheng-chih fit un rapide voyage « pour enquêter ». Son rapport fut bref : « J'ai trouvé, câblait-il de Changsha le 26 juin, que les mouvements ouvriers et paysans, induits en erreur par leurs dirigeants, ont perdu tout frein et ont entamé un règne de terreur contre le peuple. En opposition avec les ordres explicites du gouvernement central, protégeant les familles des soldats révolutionnaires, ils ont extorqué partout des impôts et des amendes, en trompant le peuple, et même en tuant des gens... voyant cet état de choses..., les soldats cantonnés au Hunan se sont soulevés pour assurer leur propre défense... Quoique les faits et gestes de Hsü K'e-hsiang aient été animés par la passion de la justice, il a outrepassé les limites de la loi et de la discipline. Il devrait recevoir une punition légère sous la forme d'un blâme, mais devrait être maintenu à son poste. » T'ang concluait en demandant que le gouvernement provincial soit réorganisé, et demandait à Wuhan de régler leur compte à « quelques membres du parti qui complotent pour provoquer le gouvernement ²⁴ ». Trois jours plus tard, le gouvernement répondait docilement en nommant T'ang Sheng-chih président du gouvernement provincial et en distribuant toutes les fonctions importantes à ses subordonnés.

Le jour même, le télégramme de T'ang était publié à Hankow. L'organe central de l'Internationale communiste annonçait fièrement : « Les colporteurs de panique de l'opposition ont fait grand battage autour du coup de Changsha. Ils ont parlé d'une défaite de la révolution chinoise. Leurs pleurs ne convaincront personne. Notre parti qui suit de près les événements en Chine... est confiant dans la révolution chinoise. La mutinerie des officiers de Changsha, qui a rencontré la ferme résistance des ouvriers et des paysans, a déjà été réprimée ²⁵. »

Mais ce qui avait déjà été réprimé, c'était la révolution au Hunan. Les exécutions de masse étaient maintenant justifiées par l'autorité du général T'ang et avalisées par le gouvernement du Wuhan lui-même. Quelques jours plus tard, ces nouvelles dispositions étaient appliquées dans la

province voisine du Kiangsi. Là, un autre militariste, le général Chu P'ei-te, qui tenait le Kiangsi, théoriquement au nom du gouvernement de Wuhan, expulsa tous les communistes, tous les responsables paysans et syndicaux, tous les commissaires politiques et les ouvriers affiliés au parti. A Hankow, les communistes décidèrent de ne pas publier cette nouvelle parce qu'ils « craignaient d'éloigner le général Chu de la révolution » et qu'ils espéraient le « neutraliser » par le silence, comme ils l'expliquèrent plus tard²⁸. Le cercle se resserrait autour de Wuhan. Dans les districts voisins du Hupeh, « à Chienmen, Yitsang et dans d'autres *hsien* les massacres continuent », poursuivait le responsable de l'Union paysanne dans son sombre rapport, le 13 juin. « Même à dix *li* (cinq kilomètres) de Hanyang, les *t'uhao* cernent les paysans et les tuent. Il y avait quarante-quatre *hsien* avec des associations paysannes, la semaine dernière il n'en restait plus que vingt-trois. D'après moi, avant-hier il n'en restait que quatre, tenus encore par des paysans. Aujourd'hui il n'en reste aucun²⁷. »

Au milieu de ce carnage, les communistes conservaient leurs illusions et leurs prétextes. Le 23 juin, l'organe central du Comintern apprit à ses lecteurs que « la masse des paysans pauvres est la base sûre du gouvernement révolutionnaire de Wuhan ». Tu Ch'eng-tsu, président du Syndicat général des mineurs du Hunan, déclara : « Les ouvriers ont confiance dans la direction du Kuomintang. Ils pensent que le parti ne justifiera jamais la répression ouvrière et c'est sur cette base qu'ils soutiennent le parti²⁸. » Les dirigeants communistes essayaient encore désespérément d'agir dans l'esprit des directives de Moscou pour confirmer « l'orientation du gouvernement de Hankow en faveur des masses ». Mais les dirigeants de Wuhan haussèrent les épaules. « Les communistes nous proposent de marcher avec les masses », déclara Wang Ching-wei à une réunion du conseil militaire. « Mais où sont ces masses ? Où sont les forces des ouvriers de Shanghai ou de Canton, ou bien des paysans du Hunan, dont on nous rebat les oreilles ? Ces forces n'existent pas. Voyez-vous, Chiang Kai-shek se maintient d'une façon solide sans les masses. Être aux côtés des masses signifie être contre l'armée. Non, vraiment, il vaut mieux avoir les masses que l'armée contre soi²⁹. »

Wang Ching-wei ne désirait pas travailler avec les masses, mais cela n'empêchait pas le Comintern et le parti communiste d'être avec Wang Ching-wei jusqu'à la lie. Borodine

disait qu'au printemps 1927, il aurait été prématuré de choisir une voie révolutionnaire indépendante « sans avoir épuisé toutes les possibilités de collaboration avec le Kuomintang de gauche »³⁰. L'une après l'autre ces possibilités avaient fait la preuve de leurs mérites, d'abord Chiang Kai-shek et ensuite Wang Ching-wei. Il n'était pas encore temps de cesser d'implorer les dirigeants, toutes les « possibilités » n'avaient pas été encore épuisées. Il restait encore Feng Yü-hsiang.

Chapitre 16

WUHAN : LA DÉBACLE

L'obèse Feng Yü-hsiang était un militariste sans scrupule qui ne devait qu'à une série de trahisons cyniques et opportunes son contrôle sur le Nord-Ouest. Élevé dans le giron des missionnaires étrangers il fut d'abord le « général chrétien » des gros titres des journaux, celui qui enseignait à ses soldats, chanteurs de cantiques, les frugales vertus de la simplicité rustique. En 1924, il découvrit que la générosité de Moscou compensait son manque de spiritualité. Il jeta sa bible aux orties pour rejoindre les rangs de cette variété particulière de militaristes que Staline et Boukharine faisaient apparaître sur le sol chinois, les militaristes « bolchevisés ». Le Saint-Graal ne faisait pas le poids devant les armes russes, l'argent russe et les conseillers russes. Feng se convertit rapidement à l'idée qu'un fusil russe en main valait bien une douzaine d'auréoles dans l'au-delà; particulièrement lorsque les revers militaires de la fin de l'année 1925 coupèrent son « armée du peuple » de toute autre source d'approvisionnement.

Il quitta la Chine pour la Russie au début de l'année 1926. « Feng Yü-hsiang va à Moscou, écrivait le *Daily Worker* de New York, pour travailler comme un ouvrier ordinaire dans une usine, et acquérir ainsi, au milieu de la classe laborieuse, une éducation et une expérience de première main quant aux différents secteurs de la vie économique et politique de la République soviétique. S'il s'est imposé cet exil, c'est pour se préparer en personne, de la façon la plus complète, à appliquer les principes du Kuomintang¹. » Ce que Feng désirait en fait, c'était se « préparer en personne, de la façon la plus complète » en puisant dans les arsenaux soviétiques. Dès son arrivée dans la capitale

soviétique, il s'aperçut que le « sésame ouvre-toi » pour accéder à toutes ces richesses était une formule encore plus simple que le « Notre Père ». Il se fit photographier, avec son compère Yü Yu-jen, au milieu des camarades russes en admiration; il prédit que « de nouvelles batailles et de nouvelles victoires attendaient la nation chinoise »; il apprit rapidement à demander « une attention particulière » pour « le mouvement ouvrier et paysan qui gagnait toute la Chine », et à bien montrer que « dans l'avenir le prolétariat remporterait la victoire finale en Chine ». Le 19 août 1926, dans une interview pour la *Pravda*, Feng promit que son armée combattait « pour l'émancipation nationale » et « l'accomplissement de la révolution nationale ». Bien qu'il ait rebaptisé son armée en « kuominchün », « l'armée du peuple », le rusé Feng Yü-hsiang, depuis plusieurs années, se dérobait lorsque ses amis le pressaient de prendre fait et cause pour le Kuomintang. « Mais lorsqu'il visita Moscou », écrivit un journaliste japonais émerveillé, « le général chrétien précisa qu'il était un disciple de Lénine avant même qu'on le sache. » C'était extrêmement facile, agréable, et surtout rentable. Charmé par sa conquête, Staline couvrit Feng d'armes et d'argent et le réexpédia à son armée, qui s'était déjà mise en route pour un long voyage vers le sud, depuis la passe de Nankow vers la frontière du Honan, à travers le Shensi. Et de retour au milieu de ses soldats, Feng déclara, le 17 septembre 1926 : « Je suis le fils d'un travailleur »; et il annonça que désormais l'objectif de ses troupes serait de « réveiller les masses... pour qu'elles balayent les cliques militaires traîtresses, qu'elles abattent l'impérialisme et procurent à la Chine sa liberté et son indépendance »². Feng comptait désormais parmi les alliés sûrs de Staline, et pouvait voler de ses propres ailes. Il se lança donc hardiment comme l'avaient fait avant lui Hu Han-min, Chiang Kai-shek, Li Chi-shen, T'ang Sheng-chih, et Wang Ching-wei. Il se retrancha à Tungkwan, une passe d'où il pouvait surveiller toute la plaine du Honan et recevoir les armes et les munitions que lui faisaient parvenir les Russes, derrière les montagnes du Nord-Ouest. Il écoutait poliment ses conseillers russes en attendant son heure.

Elle ne tarda pas. Pendant qu'il attendait, l'expédition du Nord était parvenue au Yangtze. Chiang Kai-shek, qui avait appris de bonne heure combien il était facile de déverrouiller les arsenaux russes, entra à Shanghai et il trompait non pas la confiance qu'il avait en Staline,

mais celle que Staline avait en lui. T'ang Sheng-chih et Wang Ching-wei s'apprêtaient aussi à se retirer du jeu, quoique ce ne fût pas encore officiellement admis à Moscou. De toute façon, pour Moscou il restait encore Feng. Il quitterait sa place forte du Nord-Ouest, à n'en pas douter lorsqu'il s'agirait de sauver la mise du « Kuomintang révolutionnaire » ! Lui, c'était un homme solide, les pieds bien sur terre, mieux enraciné dans le sol que les frères roscaux sur lesquels Moscou s'était jusqu'ici appuyé. Il réitérait, encore maintenant, par câble, son impérissable obédience envers Wuhan. Des dépêches de presse parvenaient à Moscou indiquant que Feng avait des contacts avec des émissaires de Chiang Kai-shek; qu'il obligerait Wuhan à composer avec Chiang. Mais ces nouvelles étaient tenues à l'écart de la presse soviétique, sinon vigoureusement démenties.

« Récemment les impérialistes ont fait circuler, une fois de plus, des rumeurs selon lesquelles Chiang Kai-shek serait en passe de se réconcilier avec Wuhan ou qu'il collaborerait avec Feng Yü-hsiang. C'est faux, écrivait *La Correspondance internationale* du 8 juin 1927. Aucun dirigeant n'a de relations avec Chiang Kai-shek, et Feng Yü-hsiang et son armée n'ont pas confiance en ce traître... » Feng était la trompette du jugement dernier pour Moscou. Suggérer qu'il ne tiendrait pas le coup c'était du trotskysme le plus caractérisé car Trotsky une fois de plus lançait un avertissement et prévenait que se fier à Feng signifiait courir à une répétition de ce que l'on avait connu avec Chiang³.

Wuhan également comptait, presque piteusement, sur Feng Yü-hsiang. Wuhan, rappelons-le, avait décidé de diriger ses coups vers le nord contre les troupes du Feng-tien, plutôt que contre Chiang Kai-shek, dans l'espoir qu'une victoire militaire, et l'occupation de Pékin, amèneraient Chiang à plier le genou. Le succès de l'opération dépendait de Feng Yü-hsiang, fin prêt, avec ses troupes fraîches, en arrière de la passe de Tungkwan. Au début du mois de mai, les meilleurs divisions de l'armée nationaliste avaient été envoyées en conséquence par chemin de fer au Honan. Conduite par les fameuses « Côtes de fer », l'armée du Kuomintang frayait son chemin vers le nord par une série de batailles qui connurent leur moment culminant à la fin du mois de juin, au nord de Chumiatién. A Hankow, les ouvriers travaillaient à l'arsenal, treize, quinze ou dix-sept heures par jour. Au-dessus de leurs têtes flottaient des

banderoles qui proclamaient : « Vous êtes l'arrière-garde de la révolution... si vous ne vous donnez pas totalement, il ne peut y avoir d'armée, ni de révolution, ni de combats pour libérer la Chine de l'oppression. Nos soldats révolutionnaires ne se contentent pas de combattre pendant des quarts de huit heures, voudriez-vous travailler seulement huit heures par jour? » Au front les soldats se battaient également « pour libérer la Chine de l'oppression ». Avec un héroïsme sans précédent, ils se lançaient contre les armées mieux équipées et mieux nourries des Nordistes, commandées par Chang Hsueh-liang, le jeune fils de Chang Tso-lin. Les forces du Fengtien furent battues, mais les nationalistes payèrent cette victoire par la perte de leurs meilleures troupes. Ils perdirent quatorze mille hommes tués ou blessés⁴. Ils se battaient comme jamais des hommes ne l'avaient fait en Chine parce qu'ils étaient animés par l'espoir que leur combat et leur mort serviraient à mettre un terme à la misère et à la dégradation de leur peuple. Mais, leur sacrifice était vain. On les avait jetés dans cette bataille non pour ces raisons, mais pour servir les ambitions napoléoniennes de T'ang Sheng-chih et les espoirs des dirigeants de Wuhan, qui croyaient amener Chiang à composition. Ces ambitions ou ces espoirs furent déçus. Wuhan avait planté des jalons et engagé le meilleur de ses troupes. Ce fut Feng Yü-hsiang qui ramassa les mises.

Feng était resté prudemment à l'écart de la bataille. Il était temps qu'il descende de Tungkwan sur la ligne de chemin de fer du Lunghai (qui alors de Sian à Hsüchow traversait la Chine). Presque sans perdre un homme il occupa Loyang et, le 1^{er} juin, il installait son quartier général à Kaifeng. La déroute des armées du Fengtien et les pertes dans les rangs des troupes nationalistes avaient fait de lui l'arbitre de la situation en Chine Centrale. La marche sur Pékin dépendait entièrement de lui et, comme pour souligner ce fait, il envoyait des télégrammes pour annoncer sa « victoire », avec une exquise impartialité, à la fois à Nankin et à Wuhan. Puis il convoqua les dirigeants de Wuhan à Chengchow pour y tenir une conférence, le 12 juin. Ils y allèrent en groupe pour attendre leur sort.

Feng attendit qu'ils soient arrivés à Chengchow avant de quitter Kaifeng pour les rencontrer. Anna-Louise Strong observa que Feng descendit « avec une simplicité vaniteuse », d'un wagon de marchandises, qu'il avait emprunté parce que ses « frères soldats avaient également voyagé dans des wagons de marchandises ». Elle raconta

que « longtemps après » elle avait entendu dire que Feng était monté dans ce wagon de marchandises à la station juste avant Chengchow, et que le reste du voyage s'était déroulé dans un confortable wagon privé de ce même train. Le Kremlin et ses agents auraient pu méditer sur le fait qu'une année seulement auparavant Feng était arrivé à Moscou dans un wagon de marchandises politique décoré du nom de prolétariat chinois. Maintenant, « longtemps après », ils apprenaient qu'il avait temporairement quitté son propre wagon privé, plus confortable, « réservé » à la bourgeoisie chinoise.

Lorsque Feng rencontra les dirigeants de Wuhan, il ne tomba d'accord avec eux que sur un point : la nécessité d'écraser les communistes, les ouvriers et les paysans. « Même le gouvernement de Wuhan décida cela », ajoute M^{lle} Strong. Et pour le reste Feng ne voulait pas des balivernes de Wuhan. Il désirait des alliés solides, dont il puisse ramasser des avantages, et non des êtres chétifs dont il n'y avait rien à tirer. Lorsque la formalité des bouquets fut accomplie, et que Wuhan remit à Feng et à ses principaux subordonnés les titres qui légitimaient son emprise militaire sur le Honan (d'où Wuhan avait retiré volontairement tous ses travailleurs politiques) Feng mit fin à la conférence et envoya promener ses « alliés » du côté de Hankow⁵.

« Toutes les troupes dirigées par Feng Yü-hsiang se sont engagées solennellement à obéir aux ordres du Comité exécutif central et du gouvernement nationaliste », rapportait, plein d'espérances, le *People's Tribune* du 13 juin. Mais, juste une semaine après, Feng Yü-hsiang, accompagné de Hsü Ch'ien et de Ku Meng-yü, ces deux lumières du Kuomintang de gauche, prenait le chemin de fer jusqu'au terminus de la ligne du Lunghai, Hsüchow, pour y rencontrer Chiang Kai-shek, avec qui il entama aussitôt un marchandage. Le 22 juin, dans la gare de Hsüchow, Feng Yü-hsiang assurait les journalistes anxieux de son « sincère désir de coopérer avec les nationalistes et d'extirper le communisme et le militarisme⁶ », et il leur remit une copie du télégramme qu'il avait envoyé au gouvernement de Wuhan :

Lorsque je vous ai rencontré, chers messieurs, à Chengchow, nous y avons causé de l'oppression des marchands et des propriétaires fonciers, des travailleurs opprimant les propriétaires d'usines, et des paysans opprimant les propriétaires de terres. Le peuple souhaite supprimer cette

forme de despotisme. Nous avons également parlé des remèdes que nous pouvons apporter à cette situation. La seule solution dont nous discutâmes est, telle que je la conçois, la suivante : Borodine, qui a déjà démissionné, devra retourner sur l'heure dans son propre pays. Deuxièmement, ceux des membres du Comité exécutif central du régime de Hankow qui souhaitent voyager à l'étranger et y prendre du repos, devraient y être autorisés. Les autres peuvent se joindre au gouvernement nationaliste de Nankin s'ils le désirent... Nankin et Hankow comprennent, j'en suis persuadé, leurs problèmes mutuels. Je n'ai pas besoin de vous rappeler, chers messieurs, que notre pays affronte une crise sévère et, cause de cela, je me sens contraint d'insister, et de redire que le moment présent est le meilleur moment pour rassembler la faction nationaliste contre nos ennemis communs. Je désire que vous acceptiez la solution ci-dessus et que vous tiriez immédiatement les conclusions qui s'imposent⁷.

Cet ultimatum balaya les derniers espoirs des politiciens de Wuhan qui pensaient que Feng Yü-hsiang pouvait encore s'allier avec eux contre Chiang, ou au moins les aider à faire une meilleure affaire avec Chiang. Feng, d'une façon caractéristique, avait traité cette affaire par la manière forte. Il exigeait la capitulation totale de Wuhan devant Nankin, sur la base d'une action commune pour l'extermination du mouvement de masse. Il imagina peut-être même, ne serait-ce qu'un moment, qu'en tant qu'arbitre ramenant « l'unité », il serait en bonne position pour contrôler le gouvernement réuni. Mais quels qu'aient pu être les calculs de Feng, il n'en porta pas moins le coup final qui fit dégringoler les échafaudages de Wuhan. Au lieu d'être cet allié sûr que vantait la presse du Comintern, au lieu de rallier le camp de la révolution et de s'opposer au réactionnaire Chiang Kai-shek, il avait rejoint le camp de la réaction pour s'opposer aux forces révolutionnaires. Feng fut la dernière des « possibilités » de coopération envisagée par Moscou*.

* Les années suivantes, alternativement, Feng Yü-hsiang coopéra et s'opposa à Chiang Kai-shek. Vaincu par Chiang pendant la guerre civile de 1930, Feng se retira de la scène publique, embrassa à nouveau le Bouddhisme et, bien qu'il possédât de hautes fonctions honorifiques dans le gouvernement de Chiang Kai-shek, il passa la plupart des années de la guerre antijaponaise à écrire des poèmes et à améliorer sa calligraphie. En 1947, Feng alla aux États-Unis où pour la première fois depuis plusieurs années, il s'en prit publiquement à Chiang Kai-shek. Il refusa de revenir à Nankin comme on le lui ordonnait et quitta la Chine, en annonçant son intention de faire une rentrée politique dans quelque combinaison dirigée contre Chiang. Espérant évidemment faire partie d'une nouvelle coalition avec les communistes, Feng s'embarqua de New York sur un bateau russe, ayant l'intention de se rendre à Moscou avant de regagner la Chine. Mais un incendie, dit-on, se déclara sur le navire, alors qu'il traversait la mer Noire. Le 5 septembre 1948 les Russes annoncèrent que Feng avait péri dans cet incendie.

Revenant de la réunion de Chengchow, le général Galen (Vassili Blücher), le chef des conseillers militaires auprès du Kuomintang, avait noté que par les fenêtres du train, il avait pu distinguer quelques silhouettes entre les arbres et les talus. C'étaient « les corps des Cantonais qui étaient morts en empruntant ce défilé... des garçons du Kwangtung et du Hunan qui étaient montés à l'assaut pour un espoir que la plupart d'entre eux commençaient seulement à comprendre ». Ils étaient morts, écrivit Anna Louise Strong, afin que « leurs alliés ayant survécu puissent établir une dictature militaire basée sur la répression commune des ouvriers et des paysans ». Composer avec la dictature aussi rapidement qu'ils le pouvaient, restait maintenant la seule perspective des politiciens de Wuhan. Le biographe de Wang Ching-wei rapporte comment celui-ci « se mit d'un seul coup au travail pour mettre au point l'exclusion des communistes ». T'ang Sheng-chih effectua son rapide voyage au Hunan et là, comme nous l'avons déjà vu, il « confirma l'existence d'une conspiration communiste contre le Kuomintang ». Dans la presse, dans les tribunes publiques, les dirigeants du Kuomintang ouvrirent une campagne contre les communistes pour préparer la rupture ⁸.

Cette campagne connut quelques épisodes drôles. Le parti communiste chinois essayait désespérément d'appliquer les directives de Moscou pour refréner l'indépendance du mouvement de masse. En quelques semaines, Moscou allait se retourner sauvagement contre ces mêmes communistes, et les accuser d'avoir ignoré les ordres, en ne parvenant pas à assurer cette indépendance. Mais, à ce moment-là, à Hankow à la fin du mois de juin, Wang Ching-wei citait le Comintern et Staline à son appui contre les paysans, les ouvriers et les membres du parti communiste qui commettaient des « excès » d'indépendance à la campagne. A Wuchang, le 26 juin, dans un discours devant le congrès des délégués Kuomintang du Hupeh, Wang cita les résolutions du septième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste « qui indiquaient clairement que la révolution chinoise devait se fonder sur une alliance des ouvriers, des paysans et des petits capitalistes. Pour cette raison, des membres du parti communiste ont désapprouvé les actes inconsidérés qui ont été perpétrés récemment dans la province du Hunan par exemple.⁹ » Pour accentuer les différences entre la Chine et la Russie, en ce qui concerne les problèmes de la révolution sociale, Wang citait ce qu'il appelait « l'admirable comparaison

de Staline » entre la Chine de 1927 et la Russie de 1905 et 1917, une comparaison que Staline avait formulée pour réfuter les arguments de Trotsky quand celui-ci soutenait que les soviets étaient nécessaires pour effectuer jusqu'au bout la révolution agraire*. Il était frappant de voir Wang Ching-wei, Sun Fo, et d'autres dirigeants du Kuomintang de gauche, amenés à raisonner dans les termes de Staline, à le citer, à reproduire ses idées et à se servir de sa terminologie, tandis que les ouvriers de Wuhan, les paysans du Hunan et les dirigeants anonymes du mouvement de masse se voyaient attribuer des idées rappelant étrangement celles de Trotsky.

« J'ai souvent entendu dire par ceux qui dirigent le mouvement de masse, écrit Wang Ching-wei, cette formule : « N'ayez pas confiance dans la force du Kuomintang ou du gouvernement nationaliste, n'ayez confiance qu'en vous-mêmes... » En conséquence, les gens ont refusé d'accepter les ordres, de suivre les directives du gouvernement et du Kuomintang. Cela n'a pas seulement coupé le peuple du parti, mais cela a également mis le peuple dans une situation précaire, celle d'une guerre contre les contre-révolutionnaires indépendamment de la direction du parti... Les masses se sont donc trouvées cernées par les contre-révolutionnaires sans que le parti puisse venir à leur aide¹⁰. »

Dans un article intitulé « La révolution et les masses », Sun Fo protestait contre l'attitude des masses qui n'avaient pas tenu compte de la condamnation, par Wuhan, de toute usurpation du pouvoir civil local par les organisations

* « Peut-on dire que la situation en Russie pendant les mois de mars à juin 1917 était analogue à la situation présente? » demandait Staline au plénum en mai. « Non, c'est impossible ... non seulement parce que la Russie connaissait alors une révolution prolétarienne, alors que la Chine accomplit maintenant une révolution démocratique-bourgeoise, mais aussi parce que le gouvernement provisoire de la Russie était alors un gouvernement contre-révolutionnaire, alors que le gouvernement actuel de Hankow est un gouvernement révolutionnaire dans le sens démocratique-bourgeois de ce mot ... L'histoire des soviets ouvriers nous dit que de tels soviets ne peuvent exister et se développer que dans l'éventualité de conditions favorables à un passage direct de la révolution démocratique-bourgeoise à la révolution prolétarienne. N'est-ce pas à cause de cela que les soviets ouvriers de Leningrad et de Moscou, en 1905, tournèrent court, de même que ceux de Berlin en 1918? Les conditions n'étaient pas favorables. Il est possible qu'en 1905 il n'y aurait même pas eu de soviets en Russie s'il avait existé à cette époque une vaste organisation semblable au Kuomintang de gauche ... Il s'ensuit que le Kuomintang de gauche joue approximativement en Chine le même rôle dans la révolution démocratique-bourgeoise que les soviets en Russie en 1905. » Joseph Staline « La révolution en Chine et les tâches de l'Internationale communiste », *Communist International* (30 juin 1925).

de masses. Il se plaignait de ce qu'en bien des endroits les syndicats et les unions paysannes continuaient à exercer des fonctions dévolues à la police. Les paysans étaient en train de saisir la terre, et les ouvriers en train de s'emparer des usines et des magasins, « dédaignant ainsi d'une façon flagrante les décisions gouvernementales ». Par conséquent, ils « commettaient effectivement des actions contre-révolutionnaires ».

« Si le peuple trouve qu'il agit convenablement, alors il refuse d'une façon flagrante, continuait-il, de considérer le gouvernement nationaliste comme le seul organe exécutif du mouvement révolutionnaire, et comme le gouvernement de la révolution nationale. C'est que le peuple croit que le gouvernement nationaliste ne peut plus faire observer son autorité, et qu'il est nécessaire de former des organes administratifs distincts... En s'opposant ouvertement au gouvernement révolutionnaire, l'action populaire peut être considérée comme contre-révolutionnaire... Le peuple refuse d'admettre que tous les mouvements de masses en Chine devraient être unifiés et dirigés par le Kuomintang. Il n'est pas encore convaincu que le gouvernement nationaliste est le seul organe du mouvement révolutionnaire ¹¹. » Sun Fo connaissait peut-être les thèses d'avril de Staline. Il est moins probable qu'il ait connu les discours de Staline lors du plénum du mois de mai. Il est en tout cas certain qu'il ne vit jamais les réponses de Trotsky ; mais, consciemment ou non, il plagiait Staline de belle façon. Les ouvriers et les paysans chinois rejetaient la proposition qui faisait du gouvernement de Wuhan « la seule autorité gouvernementale » [Staline] ou le « seul organe exécutif du mouvement révolutionnaire » [Sun Fo]. Les masses étaient convaincues que Wuhan « ne faisait plus observer son autorité », tout comme à Moscou Trotsky avait dit que le régime de Wuhan était « pas grand-chose, sinon rien ». Les masses, selon Sun Fo, exigeaient et constituaient « des organes administratifs distincts », comme Trotsky avait réclamé la création de soviets, de conseils indépendants d'ouvriers, de paysans et de soldats. Staline dénonçait Trotsky en tant que « contre-révolutionnaire », et Sun Fo en disait autant des ouvriers et des paysans. Ces coïncidences n'étaient pas le fait du hasard.

Pendant les derniers jours de cette décomposition, les dirigeants communistes chinois se trouvèrent pris au milieu de conflits qu'ils ne pouvaient pas résoudre. Moscou leur avait ordonné de rester fidèles au Kuomintang de gauche.

Le 29 juin encore, alors que le Kuomintang de gauche avait manifesté clairement son intention de liquider l'emprise communiste, le Comintern continuait à faire l'inventaire des arguments qu'il avait réunis contre toute politique indépendante des communistes en Chine. Un de ses spécialistes écrivait à cette date :

Qui mènera à bien la révolution agraire? Par son passé historique sa structure sociale, ses perspectives de développement, le Kuomintang peut et doit être transformé en un organe de la dictature démocratique... Le Kuomintang est une sorte de compromis entre un parti et un parlement national... Les soviets seront nécessaires au moment où la révolution approchera de son terme démocratique-bourgeois... on ne peut prévoir avec précision ce moment. Néanmoins, il est clair qu'il n'est pas assez proche pour qu'il soit nécessaire de lancer immédiatement parmi les masses le slogan des soviets. L'Internationale communiste et le parti communiste chinois sont responsables du destin du Kuomintang et du gouvernement de Wuhan; en d'autres termes ils sont responsables du sort de la révolution chinoise, et ils ne peuvent donc pas se permettre d'énoncer des slogans et des formules décousus¹².

Mais, tandis que Moscou continuait cette rhétorique creuse, dans les campagnes chinoises les paysans essayaient désespérément de forger les instruments de pouvoir qui les aideraient à accomplir leurs propres objectifs. On peut s'en faire une idée d'après le rapport d'une commission spéciale du Kuomintang qui avait été envoyée pour enquêter sur la situation au Kiangsi. Son rapport, publié au début du mois de juillet, comportait le passage suivant : « Le gouvernement ne peut même pas participer aux activités des organes populaires, ni même les superviser... Très souvent nous avons vu des districts où la direction provinciale du Kuomintang est négligée et où des unions ouvrières et paysannes s'opposent à ses résolutions... Les sections du parti ont procédé à des arrestations, et prononcé de nombreuses condamnations. Les organisations populaires ont fait la même chose. Si bien que, partout, on a vu se multiplier les gouvernements; cela est tout aussi dangereux que l'anarchic... La plus grande faute des dirigeants du mouvement ouvrier et paysan, c'est leur incompréhension du mot d'ordre : « Soutenons les intérêts des paysans et des travailleurs¹³. » Il faut croire que les masses, vulgairement, pensèrent que ce mot d'ordre signifiait bel et bien : « Soutenons les intérêts des paysans et des travailleurs. »

C'était, souligne le Kuomintang, leur plus grande faute. Mais ils persistaient obstinément dans cette voie. Éparpillés dans les villes et les villages, isolées, les unions locales d'ouvriers et de paysans, et les autres organisations de masses, se trouvèrent en conflit avec le Kuomintang et avec le « centre organisationnel » de Wuhan. Ces « multiples gouvernements » manquaient complètement de relations entre eux. Ils avaient certes tendance à s'élargir en conseils de délégués, à fédérer les villages et les villes, à rassembler les forces communes et à poursuivre une politique commune selon « les intérêts des travailleurs et des paysans ». Mais il se serait agi alors de ces soviets que Moscou avait condamnés. Le résultat, ce fut que le mouvement de masse, selon la formule de Trotsky, fut « l'immense bave d'une omelette dont il avait été l'œuf ».

Moscou harcelait les dirigeants communistes pour qu'ils préservent l'alliance avec les politiciens de Wuhan. Les politiciens de Wuhan blâmèrent les communistes pour les excès du mouvement de masses. Le mouvement de masses s'éloignait des partis organisés et, privé de direction, devenait la proie facile des militaristes locaux. La direction communiste essayant d'obéir à Moscou, et en même temps de réfuter les accusations du Kuomintang de gauche, abandonna purement et simplement l'agitation dans les campagnes, et essaya de trouver une issue qui préservât le « front uni » avec la gauche du Kuomintang.

Pendant quelque temps, les communistes essayèrent de détourner l'attention de Wuhan en suggérant d'organiser une expédition punitive contre Chiang Kai-shek. Le jour même où Feng Yü-hsiang proclamait son ultimatum exigeant la dissolution du mouvement syndical, les délégués de l'Union générale du Travail de Shanghai réfugiés à Hankow câblèrent à Feng : « Nous espérons que vous, qui êtes un des sincères tenants des principes du Kuomintang, et un partisan véritable de... la politique de Sun Yat-sen, vous conduirez... les armées révolutionnaires pour une expédition punitive contre Chiang Kai-shek¹⁴. » Lorsque la défection de Feng devint évidente, l'attention se porta un moment sur le général Chang Fa-k'uei, le commandant des « Côtes de fer », qui était un adversaire personnel de Chiang Kai-shek. Ch'ü Ch'iu-pai écrivit plus tard que le Comité central avait pensé que cela pouvait « duper les généraux révolutionnaires » d'attaquer Chiang d'abord « et les communistes ensuite¹⁵ ». Il y eut des meetings organisés et des manifestes publiés. Roy se rendit auprès de

Wang Ching-wei, et essaya de le persuader d'appliquer la proposition contenue dans le télégramme de Staline : former une nouvelle armée communiste, et en confier le commandement à Chang Fa-k'uei. Wang ne manifesta aucun enthousiasme pour le projet. Chang Fa-k'uei lui-même n'avait pas vraiment pris au sérieux l'idée d'une expédition contre Nankin. Il y eut bien quelques mouvements de troupes, mais les autres généraux de Wuhan ne voulurent pas jouer le jeu. « Nous ne combattons pas Chiang Kai-shek pour le compte des communistes », déclarèrent Ho Chien et d'autres généraux. La campagne finissait avant d'avoir commencé.

Chacun comprit clairement que l'exclusion des communistes était imminente. Toute la propagande autour de la prétendue « expédition de l'Est », contre Nankin, fut associée au plaidoyer le plus fervent pour la poursuite de la coopération entre les deux partis¹⁶. Le Comité central communiste, pris de panique, décida de publier un manifeste déclarant que si le Kuomintang désirait « réellement » appliquer la politique de Sun Yat-sen, il « devait » combattre Chiang Kai-shek; et qu'il devait rester allié aux communistes. Mais, lorsque les membres du bureau politique se réunirent, ils ne parvinrent pas à s'entendre sur les termes de cette déclaration. Et c'est seulement le 20 juin que le Comité central élargi adopta une mise au point comportant onze points, dont voici les plus importants :

4° Le Kuomintang étant un bloc des ouvriers, des paysans et de la petite-bourgeoisie opposé à l'impérialisme, est naturellement à la tête de la révolution nationale.

5° Les communistes membres du Kuomintang, qu'ils participent au travail gouvernemental à l'échelon local ou à l'échelon central, le font en tant que membres du Kuomintang, et non en tant que membres du parti communiste... Les communistes siégeant actuellement au gouvernement peuvent demander à se retirer afin d'aplanir les difficultés créées par la situation politique.

6° Les organisations de masse ouvrières et paysannes doivent accepter la direction et le contrôle du Kuomintang. Les revendications du mouvement de masse ouvrier et paysan devront être en harmonie avec les résolutions des congrès du Kuomintang, les décisions du Comité exécutif central, et les décrets et lois du gouvernement. Mais le Kuomintang doit également protéger les organisations des ouvriers et des paysans ainsi que leurs intérêts, également en accord avec les résolutions du parti et les décrets du gouvernement.

7° Selon les principes du Kuomintang, les masses doivent être armées; mais les groupes armés d'ouvriers et de paysans doivent être contrôlés et entraînés par le gouverne-

ment. Afin d'éviter toute agitation politique, les piquets armés qui existent actuellement à Wuhan seront réduits, ou incorporés à l'armée.

8° Les syndicats ou les piquets ouvriers n'ont pas le droit d'assumer des fonctions judiciaires ou administratives, d'arrêter les gens, de les juger et de patrouiller dans les rues sans la permission du *tangpu* (la section locale du Kuomintang), ou du gouvernement.

9° Les syndicats d'employés de commerce doivent être organisés en commun par les *tangpu* et les délégués de l'Union générale du Travail. Les exigences économiques des employés de commerce ne devront pas excéder les capacités économiques des négociants et des patrons de magasins. Les syndicats ne devront pas intervenir dans le droit des patrons de magasin à embaucher et à renvoyer. Les syndicats ne devront pas s'en prendre aux commerçants, ni les arrêter, ni leur infliger des amendes ou les coiffer de bonnets d'ânes, etc. ¹⁷.

C'est dans un état d'esprit de révolte retenue contre ce recul global, que quatre cents délégués se rassemblèrent cette même semaine à Hankow, pour le quatrième congrès panchinois du travail. Les quatre cents délégués prétendaient représenter trois millions de syndiqués, répartis dans huit provinces, quoique presque partout les syndicats aient été détruits ou réduits à la clandestinité. Le congrès acclama, comme il devait, Wang Ching-wei lorsqu'il se présenta, mais l'état d'esprit des délégués obligea Lozofsky, présent en qualité de délégué fraternel du mouvement syndical russe, à prononcer un discours d'un radicalisme inhabituel, pour menacer les réactionnaires. Le manifeste de la conférence fut sombre : « La contre-révolution se renforce chaque jour. Dans le territoire contrôlé par le mouvement nationaliste, le mouvement ouvrier n'existe ouvertement qu'à Wuhan. Les contre-révolutionnaires sont au pouvoir au Hunan, au Kiangsi et au Honan... Les ouvriers subissent le joug d'une nouvelle sorte de tyrannie. Dans ces conditions, il est possible que les réactionnaires contrôlent Wuhan un jour. Nous devons combattre maintenant dans le règne de la terreur blanche ¹⁸. »

« Ici, le monde du travail respire dans une atmosphère libre », avait écrit le *People's Tribune* le 22 juin, lorsque la conférence s'était ouverte. « On ne trouve pas ici la lourde emprise de militaristes non sympathisants ou activement hostiles. La classe laborieuse organisée en Chine nationaliste est loyale envers le gouvernement de Wuhan, parce que c'est seulement sous ce gouvernement qu'elle peut espérer avec confiance imposer le premier et le plus vital de ses droits : travailler ouvertement... sans peur ni crainte. »

Mais, au matin du 30 juin, la dernière session s'était terminée au cri de : « Vive le gouvernement nationaliste ! » alors que « la lourde emprise des militants hostiles » s'abat-tait directement et violemment sur le quartier général des syndicats à Wuhan. Des soldats pénétrèrent dans les locaux du syndicat général du travail pour détruire les biens et les archives. Il y eut des protestations émues. Les soldats reçurent l'ordre de se retirer. Apparemment, ils étaient un peu en avance sur l'horaire. Anna Louise Strong demanda à Hsü Ch'ao-jen, le ministre communiste du Travail, alors qu'il courait dans la rue, si les soldats seraient punis. « Il sourit d'un air las. Il fut assez heureux pour atteindre le bâtiment. Nous devons le faire aujourd'hui ; qui sait ce qui peut arriver demain ? répliqua-t-il¹⁹. » Le syndicat général du travail ne récupéra jamais ses locaux.

Le parti communiste alla plus loin dans ses garanties de recul. Il avait proposé de désarmer et de dissoudre la maigre force que constituaient les piquets de Hankow, et c'était chose faite. A Shanghai, l'ordre avait été donné de cacher ou de détruire les armes, dans l'espoir de détourner le coup qui se préparait. A Hankow, le Comité central décida d'abandonner ostensiblement le petit stock d'armes qu'il possédait encore. Le 29 juin, une délégation de l'Union générale du Travail du Hupeh, conduite par Hsiang Chung-fa, alla au siège du conseil militaire du Kuomintang. Là, selon le *People's Tribune*, « elle expliqua que, compte tenu des plaintes qui les accusaient de gêner la restauration de conditions économiques normales en étant un facteur de dégoût pour les hommes d'affaires, les piquets des syndicats souhaitaient soit déposer leurs armes, soit être incorporés dans l'armée²⁰ ». Les autorités militaires acceptèrent qu'ils remettent leurs armes.

Le lendemain, l'Union générale du Travail du Hupeh diffusa une mise au point supplémentaire : « Afin de consolider le front uni des troupes et des ouvriers, et afin de supprimer toute base aux accusations des réactionnaires et des contre-révolutionnaires, le syndicat a ordonné la dissolution des piquets armés, le 28 courant. Les armes et les munitions ont été remises au bureau de Hankow de la garnison de Wuhan... Nous avons demandé au gouvernement sa protection, afin de montrer notre intention sincère de le soutenir... En ce qui concerne les réactionnaires, nous espérons que le gouvernement prendra des mesures énergiques pour les châtier²¹. »

Le Comité central du parti communiste avait également autorisé ses membres siégeant au gouvernement « à demander à se retirer afin d'aplanir les difficultés causées par la situation politique ». En conséquence, le 30 juin, le ministre de l'Agriculture, T'an P'ing-shan demanda au gouvernement sa « mise en congé », s'excusant pour son échec « à remettre le mouvement paysan sur une juste voie ».

« J'ai toujours fait de mon mieux, écrivit-il, depuis que je suis ministre de l'Agriculture, pour accomplir cette tâche importante qu'est l'amélioration des conditions de la vie paysanne. J'ai fait de mon mieux, conformément à cela, pour rectifier le mouvement paysan. L'évolution récente de la situation politique a rendu cette tâche trop lourde pour mes épaules, et comme je suis physiquement peu capable de continuer mon travail, je sollicite ma mise en congé ²². » Hsü Ch'ao-jen, le ministre communiste du Travail, avait depuis longtemps abandonné son ministère. Sa lettre de démission, expliquant « qu'en raison de développements récents, il ne pouvait continuer plus longtemps à assurer son poste », fut rendue publique quelques jours plus tard. Hsiang Chung-fa et d'autres communistes en poste dans l'organisation provinciale du Hupeh s'étaient déjà retirés. La démoralisation et la panique étaient totales. Le Comité central lui-même se réfugia sur l'autre rive à Wuchang. Il avait fait tout ce qu'il pouvait pour préserver l'alliance avec le Kuomintang de gauche, « pour renforcer l'autorité du centre organisationnel de la révolution ». Mais cela n'avait servi à rien. On savait désormais que les dirigeants du Kuomintang avaient déjà décidé d'exclure les communistes ; et que la décision formelle serait prononcée lors de la session du conseil politique du Kuomintang, le 15 juillet suivant.

Dans ces heures de désespoir, Ch'en Tu-hsiu en était finalement arrivé à la conclusion que la seule issue possible était le retrait du Kuomintang. Il s'entretient de cette question avec Borodine. « Je suis tout à fait d'accord avec votre idée, déclara le haut conseiller, mais je sais que Moscou n'autorisera jamais cela ²³. » Selon l'historiographe de Wang Ching-wei, Borodine était considéré depuis les événements de Changsha, à la fin du mois de mai, comme un « hôte honorable », et non plus comme un « conseiller de confiance ». Il continuait apparemment à sonder les dernières « possibilités » de coopération qu'il aurait pu négliger. Selon Chü Ch'iu-pai, Borodine pensa à faire

démisionner M^{me} Sun Yat-sen, Teng Yen-la, et Eugène Ch'en, comme geste contre Wang Ching-wei. Mais les événements avaient déjà fait rouler Borodine dans le ruisseau. La direction communiste tombait de son côté. La base du parti était éparpillée et démoralisée. A Wuhan, les troupes de Ho Chien tenaient le haut du pavé. Un par un, les sièges des syndicats et des autres organisations furent occupés. Il y eut des arrestations, et les exécutions commencèrent. La terreur submergeait le « centre révolutionnaire » de Staline. Le correspondant des *Izvestia* câbla que les alliés de confiance d'avant-hier étaient devenus aujourd'hui des « marionnettes aux mains des généraux ²⁴ ». Wuhan sombrait, et les rats commençaient à quitter le navire.

Le 6 juillet, à Moscou, Boukharine lançait soudainement un nouvel appel, plutôt surprenant pour les ouvriers et les paysans chinois : « Ne faites confiance qu'à vos propres forces ! Ne faites pas confiance aux généraux et aux officiers ! Organisez vos troupes armées !... Feng Yü-hsiang a rejoint le camp des opposants à la révolution populaire. C'est une guerre sans merci qu'il faut lui déclarer ²⁵ ! » Annonçant le plan de Wuhan pour exclure les communistes du Kuomintang, Boukharine déclarait que « les amis de Chiang Kai-shek sont prêts à accepter ce plan », puis par parenthèse ajoutait opiniâtrement ce dernier espoir : « Wang Ching-wei n'est pas parmi eux. Il est plus ferme que les autres. » Mais, en moins d'une semaine, il devint clair, même pour Boukharine, que si Wang était plus ferme que les autres, c'était seulement dans sa détermination à vouloir se débarrasser de l'alliance avec les communistes. Boukharine proclama là-dessus ²⁶ « qu'il venait de se produire un virage brusque dans la révolution chinoise ». Il déclara solennellement : « Le rôle révolutionnaire de Wuhan a atteint son terme. » Ce retournement du Kremlin prit la forme d'une nouvelle résolution du Comité exécutif de l'Internationale le 14 juillet. Dans ce remarquable document, le Comintern abandonnait la politique qu'il avait suivie, tout en déclarant qu'il avait agi pour le mieux et donné de sages conseils, et en imputant les conséquences de ses propres actes à des « déviations opportunistes » des dirigeants communistes chinois, ainsi mis en accusation :

Le rôle révolutionnaire du gouvernement de Wuhan est consommé ; ce gouvernement est devenu une force contre-révolutionnaire. Tel est le trait nouveau et particulier dont

les dirigeants du parti communiste chinois, et tous les camarades chinois, doivent tenir compte complètement et clairement.

Le soutien apporté à l'expédition du Nord était parfaitement justifié, aussi longtemps qu'elle suscitait un mouvement de masse révolutionnaire. Le soutien apporté à Wuhan était également justifié, aussi longtemps que Wuhan s'opposait au gouvernement de Nankin, de Chiang Kai-shek. Mais cette même tactique des blocs devient fondamentalement mauvaise au moment où le gouvernement de Wuhan capitule devant les ennemis de la révolution. Ce qui était correct durant la phase précédente de la révolution est maintenant devenu absolument inadéquat.

Tout ceci implique certaines difficultés pour la direction du parti tout spécialement dans ce cas d'un parti aussi jeune et inexpérimenté que le parti communiste chinois... La tension extrême de la situation révolutionnaire exige une compréhension rapide des caractéristiques de chaque moment. Ceci exige des manœuvres habiles mais opportunes, une adaptation rapide aux mots d'ordre... et une rupture résolue des blocs qui ont cessé d'être des facteurs positifs de la lutte révolutionnaire, et sont devenus des obstacles. Si, à une phase donnée de l'évolution de la révolution, le soutien apporté au gouvernement de Wuhan était nécessaire, un tel soutien serait à présent désastreux pour le parti communiste chinois, et le jetterait dans les fondrières de l'opportunisme.

En dépit des conseils qui leur étaient donnés par le Comintern, les chefs du Kuomintang ont non seulement échoué à soutenir la révolution agraire, mais de plus ont laissé le champ libre à nos ennemis. Les chefs du Kuomintang ont sanctionné le désarmement des ouvriers, les expéditions primitives contre les paysans, et les représailles de T'ang Sheng-chih et compagnie. Ils ont remis à plus tard et saboté la campagne contre Nankin, sous différents prétextes.

Les communistes doivent rester au sein du Kuomintang, malgré la campagne pour les exclure. Ils ont à rechercher un contact plus étroit avec la masse des membres du Kuomintang, qui doivent être amenés à faire passer des résolutions protestant vigoureusement contre l'attitude du Comité exécutif central du Kuomintang, et demandant le renvoi des dirigeants actuel du Kuomintang. Les communistes doivent se préparer dans cette optique à agir au congrès du Kuomintang.

Les communistes doivent maintenant intensifier le travail parmi le prolétariat... édifier des organisations ouvrières... renforcer les syndicats... préparer les masses ouvrières à une action décisive... développer la révolution agraire... armer les ouvriers et les paysans... organiser un appareil clandestin adapté à cette lutte.

... Le Comité exécutif de l'Internationale communiste considère qu'il est de son devoir révolutionnaire d'appeler les membres du parti communiste chinois à combattre ouvertement l'opportunisme du Comité central... à prendre des mesures pour corriger les erreurs opportunistes du Comité central du parti communiste chinois afin de rendre la direc-

tion du parti à nouveau saine... à combattre résolument les déviations opportunistes du parti... à changer le caractère de la direction... à désavouer ceux des dirigeants qui ont violé la discipline internationale du Comintern²⁷.

Ce dernier coup achevait les communistes chinois. Tout ce qui constituait les vérités fondamentales d'hier était devenu les erreurs d'aujourd'hui. Le fait « nouveau et particulier » de l'opposition de Wuhan à la révolution agraire et au mouvement de masse était évident depuis des mois pour l'ouvrier le plus ordinaire de Wuhan, et pour le paysan le plus simple du Hunan, et même pour la direction communiste. A Canton, à Shanghai, à Changsha, et maintenant à Wuhan, les porte-drapeaux du « Kuomintang révolutionnaire », d'alliés sérieux de la révolution s'étaient transformés en féroces bouchers de la révolution. A chaque nouvelle catastrophe, le Comintern annonçait qu'il avait tout prévu, et que sa ligne politique avait été correcte, avant, pendant et après les événements. Le bloc avec les politiciens du Kuomintang qui, six semaines auparavant, était une condition absolue de la victoire, devenait le 14 juillet un obstacle. Mais durant ces six semaines, et longtemps avant cela, on avait empêché inflexiblement les communistes de faire quoi que ce soit pour se protéger contre le coup qui allait s'abattre. Le bloc devint « absolument inadéquat » au moment précis seulement où les anciens alliés, devenus des ennemis, frappaient. Il avait été « correct » de soutenir Chiang Kai-shek jusqu'au moment du massacre de Shanghai; de soutenir les militaristes du Hunan jusqu'au jour, et même au-delà, où ils tournèrent leurs exécuteurs contre les paysans; et les politiciens de Wuhan, jusqu'à ce moment, le 14 juillet, où le « centre organisationnel » de la révolution se muait, Moscou le décrétait, en « force contre-révolutionnaire ». Même maintenant, et cela était peut-être la preuve la plus claire de la panique aveugle qui s'était emparée des stratèges du Kremlin, il était encore nécessaire d'agiter la bannière du Kuomintang face au désastre, et de parler de faire la révolution comme si rien, ou presque rien, n'était arrivé.

A cela, l'infortuné communiste chinois aurait pu répliquer : mais de quelle façon? Comment devons-nous nous y prendre, alors que nos organisations ont été détruites, nos camarades torturés, tués, ou dispersés? Comment devons-nous nous y prendre pour « préparer à une action décisive » les masses que nous avons conduites devant les pelotons d'exécution? Comment devons-nous nous y

prendre pour « développer la révolution agraire », alors que ces dernières semaines nous avons laissé l'opposition armée des militaristes la mettre en déroute? Mais c'était peut-être à ces « difficultés » que la résolution faisait allusion. Cependant en aucune façon le Comintern n'avait à répondre de ces infortunes. La responsabilité en incombait uniquement à la direction du parti communiste chinois qui, selon Boukharine, avait « récemment saboté avec obstination les décisions de l'Internationale », et par conséquent devait être déposée et remplacée. Les dirigeants chinois étaient les boucs émissaires désignés; et tous les scribes du Comintern se mirent en devoir, « un devoir révolutionnaire », de répercuter l'accusation qui faisait retomber la responsabilité de la catastrophe sur les dirigeants communistes chinois, infortunées victimes de leur propre crédulité, de leur ignorance, et de la confiance obséquieuse qu'ils avaient mise en Moscou.

Tandis que le Kremlin cherchait refuge derrière des résolutions d'une malhonnêteté flagrante, à Wuhan l'épisode se terminait. Appliquant les dernières directives, les communistes « se retiraient » ostensiblement d'un gouvernement qu'ils avaient déjà quitté, tout en proclamant qu'ils « n'avaient aucune raison de se séparer du Kuomintang ou de refuser de coopérer avec lui »; et qu'ils ne permettraient pas « aux généraux qui avaient trahi la révolution, et aux politiciens irrésolus, de faire mauvais usage du nom du Kuomintang, et de se cacher sous les plis du drapeau de Sun Yat-sen ²⁸ ».

Les généraux et les politiciens ne furent pas impressionnés pour autant, et s'employèrent à « faire mauvais usage » du nom du Kuomintang. Le 15 juillet, les conseils politiques du Kuomintang ordonnaient à tous les communistes membres du Kuomintang de renoncer à leur appartenance au parti communiste, sous peine de sanctions immédiates et sévères. Quatre jours plus tard, le conseil militaire ordonna une purge du même genre dans l'armée. Des châtiments sans mansuétude furent ordonnés pour tous les récalcitrants ²⁹; et en quelques jours les pelotons d'exécutions appliquèrent l'ordre d'« exclusion ».

Les communistes qui purent échapper au piège s'enfuirent. Ch'en Tu-hsiu, écrasé par le caractère désespéré de sa position, démissionna du Comité central*. « L'Inter-

* Ch'en Tu-hsiu fut formellement déposé par la conférence du parti, le 7 août 1927. Il se retira de la scène publique, tandis que la presse tout entière du Comintern répandait l'accusation de Moscou le donnant pour

nationale, écrivit-il, souhaite d'un côté nous voir mettre en œuvre notre propre politique, et d'un autre côté ne nous autorise pas à nous retirer du Kuomintang. Il n'y a en réalité aucune issue et je ne peux poursuivre mon travail³⁰. » Le reste des dirigeants communistes, Ch'ü Ch'iu-pai, Chang Kuo-t'ao, Li Li-san, Mao Tse-tung et quelques autres, s'enfuirent. Le 27 juillet, tandis que dans les rues de Hankow se poursuivaient les exécutions, les dirigeants du Kuomintang de gauche accompagnaient à la gare leur « hôte honoré », Borodine, pour lui dire au revoir. Il partait, et avec lui la présence soviétique en principe « discuter avec Feng Yü-hsiang », mais tout le monde comprit qu'il entreprenait un long voyage à travers les provinces du Nord-Ouest pour rejoindre la lointaine frontière russe.

Les autorités militaires procédèrent à un démantèlement systématique des syndicats. Le quartier général de la garnison de Hankow interdit les grèves. Entre le 14 et le 19 juillet, des troupes furent « cantonnées » dans les locaux de vingt-cinq syndicats, dont les archives et le matériel furent confisqués. Simultanément Feng Yü-hsiang, à travers le Honan, appliquait des mesures identiques. « Ces dernières semaines, le mouvement ouvrier chinois sur tout le territoire du gouvernement de Wuhan est passé à travers une période de terreur des plus cruelles »... rapporta le secrétariat syndical pan-pacifique, dans un des derniers numéros du *People's Tribune*. « Les militaires ont opéré un travail de destruction tellement énorme contre les organisations, qu'il faudra une longue période et une énergie gigantesque pour remplacer ce qui s'est perdu, et pour que les syndicats soient en mesure de

responsable du désastre qui s'était abattu sur la révolution. Ch'en s'opposa à la politique aventurieuse dans laquelle le parti communiste s'engagea par la suite. En août 1929, il adressa une lettre au Comité central pour exposer son opposition à la politique du parti, et pour demander une discussion générale. En réponse, il fut exclu du parti, avec les dix-huit communistes qui avaient signé sa déclaration. En février 1930, le Comintern l'invita à Moscou « pour discuter » mais Ch'en refusa. Il devint l'une des personnalités de l'opposition trotskyste chinoise jusqu'en 1932, date de son arrestation par le Kuomintang. (On trouvera dans la bibliographie, à la fin de ce volume, une liste de ses lettres et de ses articles les plus importants relatifs à la révolution et aux luttes internes du parti par la suite.) A cause de son immense prestige personnel, Ch'en Tu-hsiu eut droit à un procès semi-public; il en profita pour défendre ses conceptions d'une façon éloquente, et attaquer vigoureusement la dictature nationaliste de Chiang Kai-shek. Il fut condamné à treize ans de prison, mais relâché cinq ans plus tard, en 1937, pendant la période de confusion que causèrent les premières défaites chinoises dans la guerre sino-japonaise. Malade et physiquement brisé, il vécut en résidence surveillée dans la Chine de l'Ouest jusqu'à sa mort, à l'âge de soixante-trois ans, en mai 1942.

reprendre leurs fonctions normales. Beaucoup de responsables syndicaux dans différentes provinces et dans différents districts ont été chassés, arrêtés ou tués. Les autres dirigeants des syndicats chinois, entre autres les responsables les plus importants du Syndicat général chinois, ont été obligés de s'enfuir. »

Le 30 juillet, deux mille tireurs de pousse prenaient d'assaut un commissariat de police pour libérer un camarade qui avait été arrêté. Deux d'entre eux furent tués et six autres blessés. La police envoya une lettre au syndicat des tireurs de pousse, afin qu'il désigne une délégation pour une entrevue. Mais il n'y en eut pas. Les responsables syndicaux s'étaient enfuis et il ne restait que les tireurs en grève dans les rues. La loi martiale fut proclamée, et la peine de mort formellement instituée. La grève prit fin. Ce fut la dernière manifestation publique du mouvement ouvrier de Hankow pour longtemps.

Quelques jours plus tard, Nankin et Wuhan échangeaient des télégrammes de félicitation. Nankin câbla des compliments à Wuhan pour son action décisive, et invita les dirigeants à se rendre à Nankin. « Si tout sentiment d'aversion est résolument abandonné..., répondit Wuhan le 10 août, les mesures précédentes que vous avez prises pour faire face à l'état d'urgence seront excusées de tout cœur par nous tous ³¹. » Les « mesures précédentes », le massacre de quelques milliers d'individus, étaient excusées de tout cœur. Ainsi se résolut la « contradiction totale » qui opposait Wuhan, « le centre révolutionnaire », et Nankin, le bastion de la contre-révolution.

Parmi les dirigeants de Wuhan, les seuls Teng Yen-ta et Soong Ching-ling, la veuve de Sun Yat-sen, se dissocièrent publiquement de cette nouvelle politique. « De Yang Yü-t'ing [l'adjoint de Chang Tso-lin] à Chiang Kai-shek, chacun est membre du Kuomintang ou en passe de le devenir. On agite partout les bannières du Kuomintang. Mais n'est-ce pas la même situation qu'en 1911? écrivit Teng, le 6 juillet. Tout le pouvoir économique, politique et militaire, ne se trouve-t-il pas encore entre les mains des militaristes?... Nous voulions utiliser les militaires mais ce sont eux qui nous ont utilisés ³². » Quelques jours plus tard, Teng démissionna de son poste de chef du département politique du conseil militaire. N'ayant pas de fétiche d'infailibilité à préserver, Teng parla sans ambages : « Ceux qui, auparavant, étaient partisans d'une protection complète des ouvriers et des paysans ont entre-

pris de les massacrer... la signification révolutionnaire du Kuomintang sera perdue... Le résultat naturel, ce sera que le parti lui-même deviendra contre-révolutionnaire... la révolution sera un échec, tout comme en 1911³³. » Suivant Teng, Soong Ching-ling déclara que le Kuomintang était devenu « un instrument aux mains de tel ou tel militariste. Il aura ainsi cessé d'être une force vivante travaillant pour le bien-être futur du peuple chinois et sera devenu un appareil, un agent d'oppression, un parasite s'enrichissant sur le système actuel d'esclavage³⁴. » Teng Yen-ta et Soong Ching-ling, accompagnés d'Eugène Ch'en, s'exilèrent en Europe. Ainsi finissait le mythe du Kuomintang de gauche*.

La révolution, qui avait balayé la Chine pendant trois ans, refluaît. Des dizaines de milliers d'ouvriers chinois, et une génération entière de la meilleure jeunesse de la Chine, payaient maintenant le terrible prix de ses échecs. Au-dessus des prisons, sur les terrains d'exécution, flottait la bannière du Kuomintang que le Kremlin avait bénie. Sous ce drapeau leur peuple s'était soulevé, et sous le même drapeau, sans rien comprendre, il avait été abattu.

* Wang Ching-wei, après avoir essayé en vain les cinq années suivantes de former une coalition contre Chiang, finit par devenir, en janvier 1932, la feuille de vigne civile sur la dictature militaire de Chiang. En 1937, avec l'invasion japonaise pour tenter de conquérir toute la Chine, Wang finit ignoblement une ignoble carrière comme marionnette des Japonais, et mourut à Nankin en 1944, tenant encore ce rôle. Sun Fo fut plus ou moins en poste durant le régime de Chiang, bénéficiant parfois d'une réputation entièrement imméritée de membre « libéral » de l'entourage de Chiang. Teng Yen-ta revint d'exil en 1930 pour organiser « le tiers parti », en opposition à la fois avec les nationalistes et les communistes. Les autorités françaises de Shanghai ne tardèrent pas à l'arrêter et à le remettre à Chiang Kai-shek qui le fit exécuter à Nankin. M^{me} Sun Yat-sen revint d'Europe en 1931. Ce fut la seule survivante du « Kuomintang de gauche » qui garda sa confiance, bien que souvent d'une façon malheureuse, aux communistes. Elle s'occupa surtout de travail social et, en 1949, fut nommée à un poste élevé, purement nominal, dans le régime communiste.